

AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N° **004** du **18 AVR 2019**
Pour l'acquisition du matériel de sécurité pour l'Administration
Pénitentiaire

1. Objet de l'Appel d'Offres :

Le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux, en sa qualité d'Autorité Contractante, lance pour le compte du Ministère de la Justice, un Appel d'Offres National Ouvert pour l'acquisition du petit matériel de sécurité constitué d'entraves à main ou paires de menottes.

2. Consistance des fournitures

Les fournitures du présent marché sont constituées de 2400 paires de menottes en acier nickelé inoxydable.

3. Délais et mode de livraison

Le délai maximum de livraison prévu par le Maître d'Ouvrage est de six (06) mois. Les livraisons partielles ne sont pas acceptées.

4. Allotissement

Les fournitures sont regroupées en un seul lot.

5. Participation

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux prestataires de services ou fournisseurs installés au Cameroun.

6. Financement

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public du Ministère de la Justice.

7. Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission dont le montant est de un million cent mille (1 100 000) francs CFA, établie par un établissement financier de premier ordre agréé par le Ministère en charge des Finances et dont la liste figure dans la pièce 12 du DAO. Cette caution de soumission est valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originelle de validité des offres.

8. Le coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du marché est de : 55 000 000 (cinquante-cinq millions) francs CFA, TTC.

9. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la porte 410, Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice, dès publication du présent avis.

10. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu à la même adresse que ci-dessus dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de versement au trésor public d'une somme non remboursable de **soixante-quinze mille (75 000) francs CFA**, représentant les frais d'achat du DAO.

Lors du retrait de ce dossier, les soumissionnaires devront se faire enregistrer en laissant leur adresse complète (BP, FAX, Téléphone).

11. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies respectivement marqués comme tel, conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, devra parvenir à la Direction des Affaires Générales du Ministère de la Justice, au plus tard le 22 MAI 2019 à 12 heures et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 0002 Pour l'acquisition du matériel de sécurité pour l'Administration Pénitentiaire

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

12. Recevabilité des offres

Les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Elles doivent être datées de moins de trois (03) mois précédant la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre agréée par le Ministère chargé des Finances.

13. Ouverture des plis

L'ouverture des plis (**pièces administratives, offres techniques et financières**) se fera en un temps et aura lieu le 22 MAI 2019 à 15 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés, dans la salle de conférence du Ministère de la Justice.

Les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

14. Critères d'évaluation

L'évaluation se fera suivant les critères dits éliminatoires, puis suivant les critères dits essentiels, sur la base de critères prédéfinis auxquels seront attribués l'une des valeurs suivantes : valeur 1 (Oui) lorsque l'offre répond au critère, Valeur 0 (Non) dans le cas contraire.

La grille d'évaluation sera la suivante AR

CRITERES ELIMINATOIRES		Oui/Non
Fausse déclaration ou pièces falsifiées		Oui/Non
Photocopies des pièces administratives non certifiées		Oui/Non
absence ou non-conformité de l'une des pièces du dossier administratif		Oui/Non
Absence ou non-conformité des échantillons		Oui/Non
Offre n'ayant pas satisfait à au moins 80% de l'ensemble des critères de qualification		Oui/Non
Absence de caution de soumission		Oui/Non
Non-respect des modèles de pièces du DAO		Oui/Non
Absence de déclaration sur l'honneur de non abandon du marché		Oui/Non
CRITERES DE QUALIFICATION		
Raison sociale en conformité avec la nature de la prestation		Oui/Non
Solvabilité bancaire supérieure ou égale à 25 millions		Oui/Non
Délai de livraison n'excédant pas 06 mois avec justificatif (planning d'activités)		Oui/Non
Chiffre d'affaires cumulé des trois dernières années supérieur à 20 millions		Oui/Non
Absence de références pour les prestations similaires		Oui/Non

Tout dossier qui obtiendra au moins un (01) « oui » à l'un de ces critères éliminatoires sera disqualifié et entraînera l'élimination de l'Offre. Cette élimination peut être constatée à l'ouverture des plis avec mention sur le Procès-verbal d'ouverture des plis.

15. Attribution du marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire qui, ayant présenté une offre administrative conforme au Dossier d'Appel d'Offres, aura présenté une offre technique recevable et l'offre financière évaluée la moins-disante.

16. Durée de validité des offres

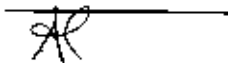
Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée de quatre-vingt-dix (90) jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Tout Soumissionnaire éventuel qui aurait besoin de clarifications à propos du Dossier d'Appel d'Offres peut s'adresser soit à la porte 410 (DAG) du bâtiment principal du Ministère de la Justice ; soit à la porte 201 de la Direction de l'Administration Pénitentiaire sise à Essos.

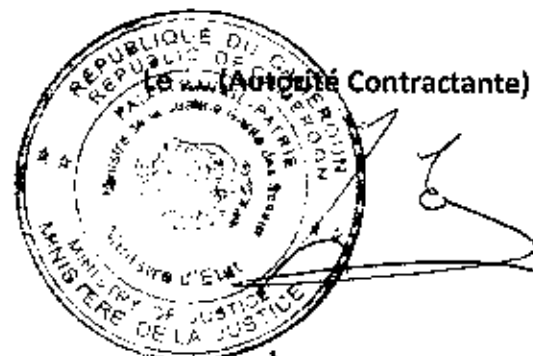
Une réponse sera donnée à toute demande de clarification écrite à tous les soumissionnaires.

Yaoundé, '18 AVR 2019 le



Ampliations :

- MINJUSTICE (pour information)
- MINMAP (pour information)
- Président CIPM (pour information)
- ARMP (pour publication) ;
- SOPECAM (pour publication) ;
- ARCHIVES ;



Laurent ESSO

REPUBLICQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE JUSTICE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-work-fatherland

MINISTRY OF JUSTICE

INVITATION TO TENDER (ITT)

Open National Invitation to Tender No. 004 of 19 APR 2019
For the acquisition of security equipment for the Penitentiary Administration

18. Subject of the Invitation to tender:

The Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals, in his capacity as Contracting Authority, hereby issues, on behalf of the Ministry of Justice, an Open National Invitation to Tender for the acquisition of expendable security equipment which includes shackles or pairs of handcuffs.

19. Nature of Supplies

The supplies of this tender include 2400 pairs of stainless nickel-plated steel handcuffs.

20. Deadline and Mode of Delivery

The minimum delivery time frame provided for by the Project Owner shall be six (6) months. Incomplete deliveries shall not be accepted.

21. Allotment

The supplies shall be grouped in one lot.

22. Participation

Participation in this invitation to tender is open to Service Providers or Suppliers based in Cameroon.

23. Financing:

The services of this invitation to tender are financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Justice.

24. Bid bond

A bid bond of one million one hundred thousand (1 100 000) CFAF shall be attached to the administrative file. It shall be delivered by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance and of which a list features in Document 12 of the tender file. The bid bond shall be valid for a period of thirty (30) days beyond the original date of validity of bids.

25. Estimated cost

The estimated cost of this invitation to tender is: 55 000 000 (fifty-five millions) CFA Francs, All taxes Included.

26. Consultation of the tender file

The tender file can be consulted during working hours at Room 410, Department of General Affairs of the Ministry of Justice, upon publication of this notice.

27. Acquisition of the tender file

The tender file can be obtained from the same address mentioned above, upon publication of this notice and upon presentation of a payment receipt, into the Public Treasury, of a non-refundable fee of **seventy-five thousand - (75,000) CFAF**, which represents acquisition fees of the Tender file.

When they go for the acquisition of this file, bidders shall register and give their full addresses (P.O. Box, Fax, Telephone numbers).

28. Submission of bids

Each tender drafted in English or French in 7 (seven) copies including 1 original and 6 copies labelled as such, in conformity with the prescriptions of the Tender File, shall be submitted at the Department of General Affairs of the Ministry of Justice, no later than 22 MAY 2019 2019 at and shall bear the following information:

NO
OF
No. 004 **OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER**
of 18 AVR 2019 **For the acquisition of security**
equipment for the Penitentiary Administration

"To be opened only at the tender-evaluation session"

29. Tender Compliance

The administrative documents required shall be produced in originals or certified true copies by the relevant services, and in accordance with the Special Rules and Regulations of the Invitation to Tender.

Administrative documents shall be less than three (3) months old prior to the original date of submission of bids or established after the signing of the invitation to tender.

Any incomplete offer according to the tender requirements shall be rejected. Especially in case of the absence of the provisional guarantee issued by a first class banking institution approved by the Ministry in charge of Finance.

30. Opening of Tenders

Tenders (**Administrative documents, technical and financial offers**) shall be opened in a single phase on 22 MAY 2019 at by the Internal Tender Board, in the Conference Hall of the Ministry of Justice.

Only bidders or their duly mandated representatives can participate in the opening session.

31. Evaluation of bids

Bids shall be evaluated according to so-called eliminatory criteria and later essential criteria on the basis of predefined criteria to which the following values are attributed: Value 1 (Yes) when the bid meets the criteria, Value 0 (No) when it does not.

The evaluation grid shall be as follows: *AF*

ELIMINATORY CRITERIA		Yes/No
False declaration, forged documents		Yes/No
Uncertified photocopies of administrative documents		Yes/No
Absence or non-compliance of one of the documents contained in the administrative file		Yes/No
Absence or non-compliance of samples		Yes/No
Failure to meet at least eighty per cent (80%) of all the qualification criteria		Yes/No
Absence of a bid bond		Yes/No
Non-respect of the sample tender document		Yes/No
Failure to present a sworn statement not to abandon the contract		Yes/No
QUALIFICATION CRITERIA		
Company name in conformity with the nature of the service		Yes/No
Bank Solvency greater than or equal to 25 million		Yes/No
Delivery period no later than 6 months after with evidence (activity schedule)		Yes/No
Cumulative turnover greater than twenty million for the past three years		Yes/No
Failure to present references of similar services provided		Yes/No

Any file that shall receive even a single (1) "YES" to any of these eliminatory criteria shall be disqualified and will result in the elimination of the Offer. This elimination shall be observed at the opening of tenders with reference to the Report of the Opening of Tenders.

32. Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the bidder who, after presenting an administrative offer which complies with the tender file, shall present a technical offer that is acceptable and a financial offer evaluated as the lowest.

33. Tender validity

Bidders shall be bound by their tenders for a period of ninety (90) days with effect from the tender submission deadline.

34. Additional Information

Any potential bidder in need of additional information regarding the Tender File may obtain these from Room 410 (DAG) at the main building of the Ministry of Justice; or Room 201 of the Department in charge of Penitentiary Administration located at Essos.

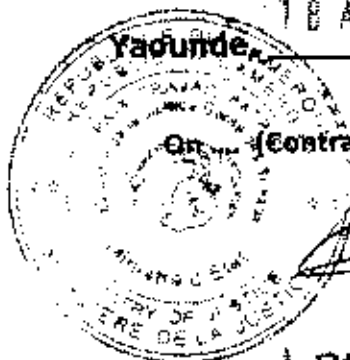
Answers shall be provided to every written request for additional information by all bidders.

Copies:

- MINJUSTICE (for information)
- MINMAP (for information)
- President CIPM (for information)
- ARMP (for publication);
- SOPECAM (for publication);
- ARCHIVES.

10 AVR 2018

Or (Contracting Authority)



Laurent ESSO